

Macron écrit aux français.es :

Pour que rien ne change dans la politique du gouvernement

Pour le « débat national », Macron met une condition : N'accepter aucune forme de violence, en considérant que la France est une nation des plus fraternelles et des plus égalitaires.

Or, l'accroissement des inégalités subies par un nombre toujours plus grand de personnes est une violence chronique, autrement plus grande et au cœur de la crise sociale et écologique.

Macron rappelle sa détermination à mettre en œuvre son projet alors que celui-ci est à l'origine de la crise sociale et démocratique actuelle. Dans ses vœux pour 2019, il a d'ailleurs insisté sur ses prochaines priorités : les retraites, l'assurance chômage...

Les mesures fiscales mises en œuvre privilégient les plus riches et confortent les politiques menées depuis de nombreuses années en direction des grandes entreprises : casse des droits des travailleurs.euses, sanctions accrues contre les chômeur.euses, transfert des cotisations sociales vers le budget de l'Etat, facilité pour distribuer des dividendes aux actionnaires au détriment des salaires...

Quelle crédibilité pouvons-nous dès lors accorder au dispositif du « grand débat » ?

Les préoccupations des français.es sont connues. Il s'agit de répondre par des actes à l'urgence sociale et climatique et non pas de palabrer pendant des mois pour noyer le poisson. Nous ne nous laisserons pas non plus abuser par des débats sur l'immigration ou la laïcité qui visent uniquement à détourner ceux et celles qui travaillent et sont dans la rue depuis plusieurs mois, des questions qu'ils et elles ont soulevées.

Nous avons besoin d'une transformation en profondeur de la société par :

- l'augmentation des salaires pour un autre partage des richesses : Solidaires revendique un salaire minimum à 1700€ net ainsi que le relèvement des minima sociaux, une augmentation immédiate de 400€ pour tous-tes, aucun revenu en-dessous du seuil de pauvreté.
- Une réforme fiscale redistributive et tournée vers l'intérêt général ayant pour objectif le financement de la transformation sociale et écologique. Pour cela l'argent ne manque pas : l'évasion et la fraude fiscale, 60 à 100Mds€ par an ; l'ISF et la flat tax, 4mMds € chacun ; CICE et sa transformation, d'un coût de 40 Mds€ en 2019 au profit des entreprises et reversé en majorité aux actionnaires au détriment de l'emploi des salaires...
- Des services publics, basés sur la proximité, dotés des moyens tant humains que financiers suffisants qui leur permettent de remplir leurs missions au service de la population dans tous les territoires urbains, ruraux comme dans les quartiers populaires. Cela implique bien entendu l'arrêt immédiat des réformes et de toutes les fermetures de services publics.
- Pour l'égalité des droits pour toutes et tous au travail et dans la société en général.
- Pour de vraies mesures contre les discriminations, aucun.e travailleur.euse n'est illégal.e, aucun.e travailleur.euse n'est inégal.e.
- La transition écologique pour une autre société fondée sur le respect de l'environnement et des droits humains. Dans l'immédiat, des mesures fortes et rapides qui s'attaquent au système pollueur pour enclencher la transition écologique.

La mobilisation des gilets jaunes pour plus de justice fiscale, sociale et écologique reste plus que jamais légitime. Le pouvoir en place doit renoncer à sa politique de casse des droits sociaux et de la solidarité.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris, 01 58 39 30 20

